



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

Conseil communautaire du jeudi 4 février 2025

Sommaire

A.Budget 2024 & analyse rétrospective

- Première approche d'ensemble
- L'évolution des recettes de fonctionnement
- L'évolution des dépenses de fonctionnement
- Le fonds de roulement

B.Les perspectives financières et budgétaires sur la période 2024-2027

- Le contexte économique et financier national de l'action publique locale
- La situation locale
- Les relations financières avec l'Etat
- Le contexte de l'établissement
- Les hypothèses retenues pour la projection financière
- L'épargne de gestion
- La dette

C.La programmation pluriannuelle des investissements

- Le recensement des projets
- Le scénario financier résultant

D.Le budget annexe Assainissement collectif

E.Le budget annexe Mobilité

Annexes :

- Annexe 1 – scénario financier 2017-2027 du budget principal
- Annexe 2 – programme pluriannuel d'investissement
- Annexe 3 – rapport d'orientation « Ressources humaines »
- Annexe 4 – rapport relatif à l'égalité entre les hommes et les femmes

L'ensemble des données chiffrées présentes dans ce document sont extraites du scénario financier 2017-2027 ainsi que du programme pluriannuel d'investissement, tous deux annexés au présent rapport.

A- budget 2024 & analyse rétrospective

a) première approche d'ensemble

Les dernières données comptables reprises dans la présente note sont extraites de la gestion 2024 avant adoption du compte administratif. Elles pourront encore faire l'objet de quelques ajustements après constatation d'ultimes écritures et confrontation des données enregistrées par le comptable public. Elles sont, en revanche, suffisamment fiables pour permettre une approche financière susceptible de sous-tendre le débat d'orientation budgétaire, préambule à l'examen du budget primitif de 2025. Toutefois, il est rappelé que l'analyse de gestion 2024 interviendra lors de la présentation du compte administratif 2024.

Issues du huitième exercice comptable de l'établissement, ces données peuvent être mises en perspective avec les années précédentes. Le recul de l'épargne, pour la quatrième année consécutive, est particulièrement marqué sur l'exercice 2024 (voir tableau ci-dessous). Il devra être interprété à la lumière de l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement détaillée plus loin.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
recettes réelles de fonctionnement (*)	23 309 398 €	23 128 738 €	23 757 115 €	23 693 818 €	24 590 966 €	26 562 056 €	28 716 891 €	29 585 538 €
dépenses réelles de fonctionnement (*)	19 263 501 €	19 564 575 €	20 140 237 €	19 405 436 €	20 973 218 €	23 401 007 €	25 813 481 €	27 705 302 €
épargne brute *)	4 045 897 €	3 564 163 €	3 616 878 €	4 288 382 €	3 617 749 €	3 161 049 €	2 903 411 €	1 880 236 €
épargne nette *)	3 158 523 €	2 714 372 €	2 734 689 €	3 405 515 €	2 889 060 €	2 416 513 €	2 175 858 €	1 198 339 €
évolution N/N-1		-14,06%	0,75%	24,53%	-15,17%	-16,36%	-9,96%	-44,93%

(*) : hors opérations exceptionnelles

La réalisation financière du programme d'équipement de 2024 est reprise dans le tableau suivant.

Aux 9,121 millions d'euros d'investissement réalisés en 2024, il faut ajouter 9,099 millions d'euros de dépenses d'équipement contractualisées avec les entreprises de travaux, le plus souvent en cours de réalisation au moment de la clôture de l'exercice. Certains de ces engagements relèvent de la gestion pluriannuelle des investissements (autorisations de programme pluriannuel déclinées en crédits de paiements annuels), d'autres donneront lieu à des reports dans le cadre de la procédure des « restes à réaliser » 2024 pour un montant de 2,467 millions d'euros.

	RAR (fin 2023)	crédits 2024 (BP & DM)	total crédits 2024	réalisations 2024	taux de réalisation	engagements juridiques non soldés fin 2024
immobilisations incorporelles (chapitre 20)	401 930 €	1 379 287 €	1 781 217 €	1 129 653 €	63,42%	462 026,87 €
participations versées (chapitre 204)	491 558 €	416 525 €	908 083 €	204 945 €	22,57%	583 826,89 €
immobilisations corporelles (chapitre 21)	3 177 684 €	4 609 705 €	7 787 389 €	4 962 198 €	63,72%	1 931 044,50 €
immobilisations en cours (chapitre 23)	150 682 €	6 409 800 €	6 560 482 €	2 824 102 €	43,05%	6 121 786,02 €
TOTAL	4 221 854 €	12 815 317 €	17 037 171 €	9 120 899 €	53,54%	9 098 684,28 €

Le taux de réalisation des crédits d'investissement, bien qu'en légère amélioration par rapport à l'exercice précédent (40%) demeure encore faible (53,5%).

b) l'évolution des recettes de fonctionnement

Les recettes émanant des services communautaires (chapitre 70) n'ont pas évolué entre 2023 et 2024. Parmi ces recettes, celles issues des services publics ouverts aux usagers (équipements sportif, culturels et scolaires) se sont légèrement tassées. En revanche, la refacturation des dépenses de personnel aux budgets annexes (cuisine centrale, assainissement, mobilité, aire d'accueil) a progressé sous l'effet de la hausse des dépenses de personnel au sein de ces différents budgets. Il faut noter ici que la nomenclature comptable M57 appliquée à compter de 2024 a impliqué

un changement d'affectation des provisions pour charges perçues dans le cadre de la gestion immobilière (notamment celle du PSLA d'Argentan). Ces recettes ne sont plus perçues au chapitre 70 mais au chapitre 75, raison pour laquelle les autres produits enregistrés au chapitre 70 sont en recul.

Les chapitres 73 et 731 regroupant les recettes fiscales enregistrent une progression de 2,5% entre 2023 et 2024, soit un dynamisme nettement en recul par rapport à celui de l'année précédente (+8,6%). Ceci s'explique premièrement par le contexte macro-économique moins inflationniste que celui qui avait précédé et, partant, par le niveau plus faible de la revalorisation des valeurs locatives foncières. Alors que les valeurs locatives foncières (bases fiscales pour l'imposition aux taxes foncières et à la cotisation foncière des entreprises) avaient été rehaussées de 7,1% en 2023 dans le cadre de la loi de finances, elles l'ont été de 3,9% en 2024. Il faut donc noter ici que l'évolution globale des recettes fiscales de l'établissement est en-deçà du taux forfaitaire de revalorisation porté par la loi de finances pour 2024. Ce moindre dynamisme peut s'analyser à la lumière des éléments suivants :

- une part des recettes de ces chapitres de regroupement n'est pas adossée aux valeurs locatives foncières (CVAE, fraction de TVA versée en compensation de la suppression de la taxe d'habitation, fonds de péréquation, attribution de compensation...) ;
- les bases fiscales de cotisation foncière des entreprises ont reculé en volume ;
- les recettes de CVAE et de Tascom se sont légèrement tassées ;
- le dynamisme de certains postes (IFER, refacturation des services communs émergeant sur l'attribution de compensation) ne suffit pas à compenser les reculs précédents, du fait de leur portion congrue au sein du chapitre.

Les recettes comptabilisées au chapitre 74 (dotations et subventions de fonctionnement) révèlent une hausse de 56k€, soit 1,2%, qui peut être expliquée à la lumière de trois observations :

- **la progression de la dotation d'intercommunalité (+77 k€)** qui, par paliers successifs bornés à 5% d'augmentation annuelle, doit converger vers le niveau cible correspondant à la stricte prise en compte arithmétique des paramètres de Terres d'Argentan au regard de son coefficient d'intégration fiscale, de son revenu moyen par habitant et de son potentiel fiscal ;
- **le recul de la dotation de compensation et de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle**, toutes deux devenues variables d'ajustement dans les arbitrages permettant de contenir l'enveloppe financière globale allouée par l'État aux collectivités françaises ;
- **le recul des subventions de fonctionnement perçues (-47 k€).**

c) l'évolution des dépenses de fonctionnement

Le chapitre 011 regroupant les dépenses à caractère général (consommables, énergie, sous-traitance...) augmente de près de 110 k€ (soit 2,12%). Après l'évolution enregistrée l'année précédente (+557 k€, soit 11,84% d'augmentation), la relative stabilisation des dépenses regroupées au sein de ce chapitre peut se détailler de la manière suivante :

- un maintien de la forte progression des dépenses liées à la restauration scolaire (+8,8%) ;
- un net recul du coût de l'énergie après le contexte très inflationniste qui avait marqué l'année 2023 (-12%) ;
- une forte progression des dépenses de maintenance (hors investissement) portées sur le réseau de voirie (+27%).

Le chapitre 012, relatif aux dépenses de personnel, laisse apparaître une évolution « faciale » de plus de 1,1 M€. Cependant, pour appréhender correctement le poids réel de cette évolution sur le budget communautaire, il y a lieu de prendre en compte les nombreux paramètres qui entrent en jeu dans les montages de refacturation et de financement des dépenses de personnel. Le tableau ci-dessous restitue l'information comptable qui permet d'établir l'évolution du coût net des dépenses de personnel. Pour ce faire, il déduit les masses refacturées à la commune d'Argentan (que ce soit au titre des services communs, des mises à disposition de service ou des mises à disposition individuelles) ou à des budgets annexes constitutifs de SPIC (qui ont leurs propres ressources).

		CA 2019	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
chapitre 012	personnel rémunéré par Terres d'Argentan Interco	7 835 299,63 €	8 448 234,27 €	10 116 385,15 €	11 427 539,97 €	12 562 689,40 €
article 62875	convention de mutualisation (mises à disposition de service)	340 779,10 €	243 101,90 €	383 758,02 €	370 070,66 €	282 851,48 €
TOTAL dépenses de personnel		8 176 078,73 €	8 691 336,17 €	10 500 143,17 €	11 797 610,63 €	12 845 540,88 €
article 70841	refacturation de personnel affecté à des SPIC	203 220,00 €	284 273,40 €	513 226,22 €	572 531,17 €	799 565,87 €
article 70845	refacturation de personnel mis à disposition de tiers	99 349,47 €	210 189,40 €	308 865,42 €	383 451,48 €	366 528,49 €
article 70875	convention de mutualisation (mises à disposition de service)	213,60 €	92 965,19 €	101 147,17 €	99 041,79 €	119 245,79 €
article 73211	refacturation des services communs		40 787,40 €	584 367,36 €	979 786,00 €	1 197 404,90 €
TOTAL dépenses de personnel refacturées		302 783,07 €	628 215,39 €	1 507 606,17 €	2 034 810,44 €	2 482 745,05 €
subventions perçues sur postes "conventionnés"		27 351,36 €	37 294,47 €	58 597,40 €	107 000,00 €	152 878,00 €
remboursements sur dépenses de personnel (indemnités journalières)		107 386,50 €	79 462,21 €	118 656,86 €	134 505,65 €	102 614,59 €
TOTAL autres recettes sur dépenses de personnel		134 737,86 €	116 756,68 €	177 254,26 €	241 505,65 €	255 492,59 €
COÛT NET du PERSONNEL		7 738 557,80 €	7 946 364,10 €	8 815 282,74 €	9 521 294,54 €	10 107 303,24 €
variation N/N-1 (%)			2,69%	10,93%	8,01%	6,15%

Une analyse détaillée de cette évolution est proposée dans le document intitulé « éléments relatifs aux ressources humaines », annexé au présent rapport.

Le chapitre 65 enregistre en 2024 une forte augmentation. Proche de 600 k€, elle avoisine le seuil de 10%. Cette tendance s'observe sur la plupart des postes regroupés au sein du chapitre. Il faut ici constater :

- la forte progression du financement des écoles privées (+13,3 % par rapport à 2023), reflet, avec une année de décalage, du pic inflationniste subi en 2023 (le forfait sur la base duquel sont financés les établissements scolaires privés correspond au coût par élève supporté par Terres d'Argentan Interco à la lumière du dernier compte administratif voté) ;
- la très forte hausse des participations d'équilibre versées pour combler le déficit des budgets annexes (+300 k€), conséquence des situations respectives suivantes :
 - le déficit important du budget annexe interventions économiques (près de 200 k€) consécutif à l'absence de loyers perçus auprès de l'entreprise Récyouest et de la réduction de la surface de la Maison des entreprises et des territoires dévolue à une activité locative
 - le déficit du budget de l'aire d'accueil des gens du voyage suite à la mise en place en 2024 du plan d'amortissement de l'aire réhabilitée (cette dotation aux amortissements permet de financer le remboursement de l'avance consentie par le budget principal pour financer les travaux et se traduit donc, chaque année, par une recette à la section d'investissement du budget principal).
- une hausse de plus de 100 k€ des autres participations et subventions versées (notamment les syndicats de regroupement scolaire) ;
- une hausse de plus de 150k€ des participations versées aux différents organismes de regroupement dont l'établissement est membre (dont le SITCOM pour lequel l'évolution de la participation est couverte par le produit de la TEOM)

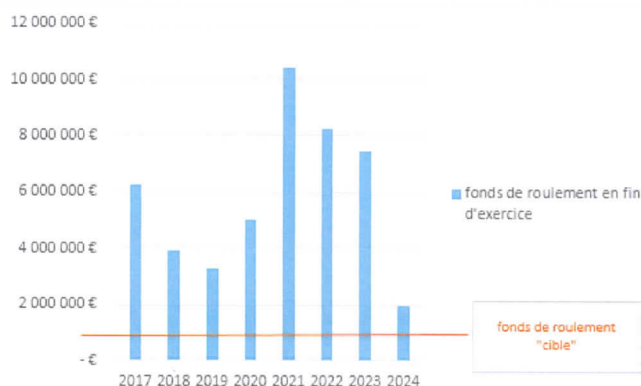
Les charges financières, comptabilisées au chapitre 66 connaissent une progression de près de 50 k€, soit 19%.

L'analyse de la dette dans son ensemble sera présentée dans la deuxième partie du rapport.

d) le fonds de roulement

Le fonds de roulement (en d'autres termes : la trésorerie disponible) au début de l'exercice 2024 était voisin de 7,4 M€.

Fin 2024, ce fonds de roulement est revenu à un niveau plus conforme au besoin de trésorerie de l'établissement. En effet, la « cible » visée en matière de fonds de roulement se situe entre 1 et 1,5 M€, seuil en-deçà duquel la gestion de trésorerie de l'établissement connaît des tensions.



Il est important de noter ici que la ponction opérée sur le fonds de roulement sur la période récente a logiquement permis de financer les investissements sans avoir eu recours au financement bancaire. Le niveau du fonds de roulement étant désormais proche du besoin structurel de l'établissement, cette faculté de financement cesse pour les années à venir.

B- les perspectives financières et budgétaires sur la période 2025-2027

a) le contexte économique et financier national de l'action publique locale

La croissance économique française, après avoir connu un rebond très sensible en 2021 (+6,8%) au lendemain de la crise sanitaire, connaît depuis lors des niveaux faibles si on la mesure après correction de l'inflation (croissance réelle). Selon la plupart des projections économiques, l'année 2025 devrait poursuivre cette période entamée en 2022 et connaître un niveau de croissance voisin de 1%. Rappelons ici que la croissance économique est un facteur important du dynamisme des recettes de la communauté de communes. En effet, au-delà de l'impact, plus ou moins diffus, de l'activité économique locale sur les bases de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises, la croissance du PIB français conditionne directement deux recettes importantes de l'établissement :

- la fraction de TVA versée en compensation de la suppression de la taxe d'habitation ;
- la fraction de TVA versée en compensation de la suppression partielle de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Le PIB étant l'agrégation des valeurs ajoutées produites par les différentes entités économiques intérieures, on perçoit le lien immédiat entre PIB, TVA et fraction de TVA versée au titre des compensations.

Après un très fort épisode inflationniste qui, à son apogée, a constitué un plateau entre mi-2022 et mi-2023, le niveau de l'inflation a sensiblement reflué. La hausse des prix à la consommation a très fortement marqué le pas en 2024 pour s'établir à 2% en moyenne annuelle. La baisse de l'inflation en moyenne annuelle est due au très net ralentissement de la hausse des prix de l'alimentation (1,4 % de hausse en 2024, après 11,8 % l'année précédente), le freinage de ceux de l'énergie (+ 2,3 %, après + 5,6 %), la stabilité de ceux des produits manufacturés (0 %, après + 3,5 %) et celui des prix des services (+ 2,7 %, après + 3 %). Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee prévoit que l'inflation continuera à se replier en 2025, avec un niveau attendu à 1 % en juin sur douze mois.

b) la situation locale

Bien que le lien économique entre recettes du budget communautaire et acteurs économiques du territoire ait été encore écorné par la suppression partielle (dont le terme est reporté) de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, il reste effectif sur les recettes issues de la cotisation foncière des entreprises. A paysage économique stable et à taux constant, cette ressource évolue principalement au rythme de la revalorisation des valeurs locatives foncières fixée annuellement, conformément à la loi de finances, en fonction du niveau de l'inflation enregistré au cours de l'année précédente, soit 1,68 % pour 2025.

à la lumière du rapport spécifique annexé. Enfin, en matière de dépenses de fonctionnement, dans le prolongement de l'évolution observée en 2024, la maîtrise du chapitre 65 (qui regroupe, pour l'essentiel les participations versées aux organismes dont l'établissement est membre ainsi que les participations d'équilibre en direction des budgets annexes) apparaît comme un enjeu important. On peut, à ce titre, évoquer :

- les perspectives budgétaires des syndicats de regroupement scolaire et des syndicats de rivière, eux-mêmes soumis au fort dynamisme des dépenses de fonctionnement ;
- l'évolution du financement des écoles privées, étroitement corrélée au coût croissant d'accueil d'un élève dans les établissements du territoire ;
- la progression régulière du contingent versé au SDIS ;
- la fragilisation de la situation du budget annexe « interventions économiques » face au report des loyers à percevoir auprès de la société RécyOuest et au recul des produits locatifs issus des locaux de la Maison des entreprises et des territoires ;
- les investissements réalisés en matière d'économie d'énergie entraînant une réduction des dépenses d'électricité, économie amplifiée par le développement de l'autoconsommation collective (dès 2025 STEP d'Argentan).

En l'absence de perspectives permettant d'accréditer un regain de dynamisme des recettes fiscales de l'établissement ou des dotations versées par l'État, la poursuite de la dégradation de l'épargne sous le mécanisme d'un « effet de ciseau » (progression des dépenses plus rapide que les recettes) ne peut être écartée.

A un an de la fin du mandat, Terres d'Argentan Interco est engagée dans un programme d'investissement très important dont les principales concrétisations s'échelonneront entre 2025 et 2027.

e) les hypothèses retenues pour la projection financière

Le débat d'orientation budgétaire a pour vocation de resituer les arbitrages soumis aux élus communautaires dans un scénario financier réaliste, sincère et garant des équilibres budgétaires à venir. Le scénario financier présenté en annexe du présent rapport donne une lisibilité à moyen terme des conséquences de la programmation triennale retenue, notamment sur l'épargne dégagée par l'établissement et sur son endettement. Il s'appuie sur des hypothèses, à la fois prudentes et imprécises, qui s'inscrivent dans le prolongement du contexte décrit plus haut.

Le tableau ci-dessous rend compte des hypothèses retenues pour construire la modélisation financière.

	2025	2026	2027
dépenses de personnel : variation à effectif constant (GVT et point d'indice)	7,65%	2,00%	2,00%
dépenses de personnel : variation en effectif		0,00%	0,00%
croissance du PIB	1,20%	1,50%	1,50%
durée moyenne des contrats de prêt sur la période à venir	20	20	20
évolution des tarifs	1,50%	1,50%	1,50%
inflation hors énergie	1,50%	1,50%	1,50%
inflation sur l'énergie	0,00%	3,00%	3,00%
révision des valeurs locatives foncières	1,68%	1,50%	1,50%
taux de financement bancaire	4,00%	3,75%	3,50%
variation en volume des bases de CFE	-3,20%	1,00%	1,00%
variation du taux d'imposition	0,00%	0,00%	0,00%

f) l'épargne de gestion

La projection des dépenses et des recettes de fonctionnement, telle qu'elle peut être esquissée à partir des éléments ci-dessus laisse augurer une épargne de gestion décrite dans le tableau ci-dessous. Rappelons que l'épargne de gestion est constituée du surplus des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, sans tenir compte des intérêts de la dette. C'est, en quelque sorte, une mesure de la capacité à dégager des marges de manœuvre financières pour l'investissement indépendamment de la politique d'endettement passée ou à venir.

c) les relations financières avec l'État

L'adoption d'une motion de censure le 4 décembre 2024 a mis fin aux débats relatifs au projet de loi de finances pour 2025 déposé le 10 octobre 2024 à l'Assemblée nationale. De ce fait, les mesures relatives au financement des collectivités prévues par ce projet de loi de finances ne sont pas entrées en vigueur le 1^{er} janvier. Cette situation, bien qu'exceptionnelle, est néanmoins régie par le droit public financier. Afin d'assurer l'action publique, l'article 45 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) prévoit, dans ces circonstances, la possibilité pour le parlement d'adopter une loi spéciale autorisant le gouvernement à percevoir les impôts existants. Cette autorisation emporte la reconduction des prélèvements sur recettes au profit de l'Union européenne et des collectivités territoriales, afin d'assurer la continuité de leur fonctionnement. Une telle loi a été adoptée en décembre dernier.

L'application de l'article 45 de la LOLF permet donc, jusqu'à la promulgation d'une loi de finances, à la fois la perception des impôts locaux et le versement aux collectivités locales des concours financiers de l'Etat relevant du domaine des « services votés » et des prélèvements sur recettes de l'Etat. Les collectivités locales perçoivent donc, sous ce régime, l'ensemble des crédits composant leurs moyens de fonctionnement, c'est-à-dire, la dotation globale de fonctionnement (DGF) dans l'ensemble de ses composantes, les dotations globales de décentralisation, les fractions de fiscalité relatives à la compensation des transferts de compétences et les prélèvements sur recettes qui leur sont alloués au titre de compensations des exonérations ou suppressions d'impôts locaux, dans les conditions fixées par la loi de finances pour 2024 et au niveau du montant national voté en 2024 s'agissant de la dotation globale de fonctionnement (DGF).

A ce jour, le projet de loi de finances pour 2025 connaît des évolutions de jour en jour sous la pression parfois contradictoire de l'Assemblée nationale, du Sénat et du gouvernement. Les dernières évolutions semblent conforter à l'égard des collectivités une ponction moins lourde que celle portée par le précédent gouvernement (2,2 milliards d'euros et non 5 milliards d'euros). En outre, l'enveloppe consacrée à la DGF est, en l'état actuel du projet de loi de finances, revalorisée de 290 M€, augmentation essentiellement orientée vers les dispositifs de péréquation que sont la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale (qui n'entrent pas dans les ressources de Terres d'Argentan Interco).

Dans ces conditions, les associations d'élus suggèrent aux collectivités de faire preuve de prudence dans la projection des niveaux de dotation. Outre les termes encore inconnus de la loi de finances pour 2025, il est important de noter que les arbitrages relevant du comité des finances locales sont, eux aussi, susceptibles d'influer fortement sur le niveau final des dotations perçues par l'établissement. Il faut, en outre, souligner que Terres d'Argentan Interco perçoit une ressource élevée sous forme de dotation de compensation (substitut à l'ancienne part salaires de la taxe professionnelle supprimée au début des années 2000) et que cette dotation est utilisée depuis plusieurs années comme variable d'ajustement pour faire tenir l'équation budgétaire de l'État. Dans un contexte financier particulièrement contraint, on ne peut écarter le fait que cette ressource sera encore une fois fortement ponctionnée.

A l'issue de l'adoption de la loi de finances pour 2025 et de la diffusion aux collectivités du montant des dotations, il conviendra d'ajuster le scénario budgétaire de Terres d'Argentan Interco.

Ainsi, à titre d'hypothèse financière, on retiendra pour 2025 :

- une dotation d'intercommunalité d'un montant de 1 000 000 €, voisin de celui enregistré en 2024 ;
- une dotation de compensation en recul de 3%, à 2,204 M€.

d) le contexte de l'établissement

Après les efforts de gestion menés au cours des années précédentes, les dépenses à caractère général (chapitre 011) ne présentent plus de marges de manœuvre réellement pilotables. Ce chapitre est fortement dépendant d'éléments exogènes, notamment l'évolution du coût d'approvisionnement en énergie. Le coût de la restauration, deuxième poste au sein de ce chapitre, évolue au regard des objectifs nourris en matière de qualité du service, d'approvisionnement local et bio. L'évolution des dépenses de personnel sur la période triennale à venir doit être appréhendée

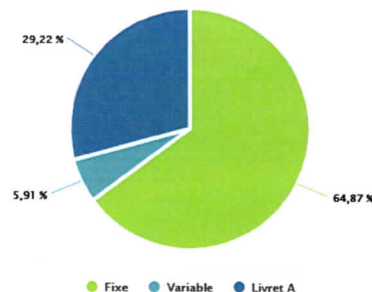
	2021 (CA)	2022 (CA)	2023 (CA)	2024 (CA)	2025 (BP)	2026 (BP)	2027 (BP)
recettes réelles de fonctionnement (hors recettes exceptionnelles)	24 511 504 €	26 437 050 €	28 582 386 €	29 482 923 €	30 417 039 €	30 743 459 €	31 215 342 €
dépenses réelles de fonctionnement (hors charges financières et charges exceptionnelles)	20 736 149 €	23 170 875 €	25 561 547 €	27 404 954 €	28 725 069 €	29 208 935 €	29 702 264 €
ÉPARGNE DE GESTION	3 775 355 €	3 266 174 €	3 020 839 €	2 077 969 €	1 691 969 €	1 534 524 €	1 513 078 €

Le tableau ci-dessus projette un prolongement de la dégradation de l'épargne entamée puis une stabilisation de celle-ci à compter de 2026.

g) la dette

Au 1^{er} janvier 2025, l'encours de la dette souscrite par le budget principal, le budget annexe interventions économiques et le budget annexe restauration collective (c'est-à-dire par l'ensemble des budgets relevant de services publics administratifs financés par l'impôt) s'élève à **8,431 M€**, répartis sur 18 lignes d'emprunt distinctes. La durée de vie moyenne de cet encours est légèrement inférieure à 7 années. Cela représente, en l'absence de tout nouvel emprunt, le temps nécessaire au remboursement de la moitié de l'encours actuel.

Le taux moyen du portefeuille des emprunts souscrits par Terres d'Argentan s'établit à 3,08%. En dehors de tout emprunt ultérieur, il ne devrait que peu varier dans la période à venir au regard de la faible exposition aux taux variables. La seule exposition réelle au risque de taux est ciblée sur l'évolution du taux du livret A sur la base duquel pèse près d'un tiers de l'encours. L'évolution récente à la hausse du taux de rémunération du livret A a eu une incidence perceptible sur les charges financières de l'établissement. Les perspectives de recul de ce taux dans le contexte d'un recul de l'inflation devraient soulager, à encours inchangé, les charges d'intérêt à moyen terme.



Avant tout emprunt en 2025, le profil d'extinction de la dette agrégée du budget principal, du budget annexe interventions économiques et du budget annexe restauration collective se présente comme suit. On constate que, hormis un léger recul en 2027, le poids de l'annuité demeurera stable à moyen terme (il faut attendre 2030 pour constater un recul de l'ordre de 200 000 €).

	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Emprunts	17	8 258 300.07 €	3,06 %
Revolving non consolidés	1	173 240.00 €	4,08 %
Revolving consolidés		0.00 €	0,00 %
Dette	18	8 431 540.07 €	3,08 %
Revolving disponibles		0.00 €	
Dette + disponible		8 431 540.07 €	
Swaps	1	879 017.94 €	0,00 %
Options	0	0.00 €	%
Total dérivés	1	879 017.94 €	0,00 %

On peut considérer, au regard de l'épargne dégagée par le budget principal, que le niveau d'endettement actuel est peu élevé. En effet, sur la base d'une épargne brute voisine de 1,9 M€, le ratio de désendettement fin 2024 est légèrement inférieur à 4 années, soit le temps nécessaire à un remboursement complet de l'encours en y consacrant la totalité de l'autofinancement dégagé.

C- la programmation pluriannuelle des investissements

a) le recensement des projets

Au-delà du seul budget primitif 2025, le débat d'orientation budgétaire est l'étape préalable d'analyse et de concertation autour de la programmation pluriannuelle des investissements. Le budget primitif 2025 s'inscrit ainsi comme déclinaison et première étape d'une programmation pensée sur la période 2025-2027.

La modélisation financière proposée dans ce rapport est celle qui résulte du projet de programmation 2025-2027 détaillé en annexe.

Caractéristiques de l'opération			DEPENSES					
N° opération	Nom du projet	Montant de l'opération	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP2025	CP 2026	CP 2027
30	Construction Groupe Scolaire Vallée d'Auge	9 045 000 €	95 515,00	554 715,00	2 664 486,21	4 000 000,00	1 730 283,90	
49	Extension Ecole de Néc	1 282 000 €		142 563,00	481 060,13	658 377,00	0,00	
150	Regroupement scolaire Fel & Chambois	1 580 000 €		8 280,00	42 906,47	200 000,00	1 328 814,00	
2002	Production et économies d'énergie	2 700 000,00 €			8 637,60	650 000,00	800 000,00	500 000,00
2004	Etude rénovation globale Centre aquatique - AP CP en 2026						60 000,00	60 000,00
2007	Etude et rénovation Médiathèque d'Argentan - AP CP en 2025					94 000,00	30 000,00	360 000,00
56	Rénovation urbaine : quartier « Vallée d'Auge » (Argentan)	5 595 000,00 €	13 980,00	37 964,00	76 325,72	500 000,00	2 200 000,00	2 023 674,28
155	Aménagement : quartier des Trois Croix (Argentan* Hors B.A Assainissement	2 200 000,00 €	864,00	33 918,00	31 133,45	1 436 606,00	732 260,55	0,00
3004	Création Piste cyclable (Urou et Crennes notamment)	1 000 000,00 €			7 458,07		942 541,93	0,00
148	PLUIH Intercommunal AP-CP	650 000,00 €	1 378,00	247 659,00	114 991,72	187 350,00	98 621,28	
4003	Centre territorial de santé Argentan	412 000,00 €			10 164,00	165 333,00	244 503,00	
Totaux		24 464 000,00	111 737,00	1 025 099,00	3 437 163,37	7 891 666,00	8 167 024,66	2 943 674,28

10 opérations font l'objet d'autorisation de programme (AP) – crédit de paiement (CP) pour un volume d'AP de 24 464 000 €. En 2025, une nouvelle opération fera l'objet d'une délibération spécifique afin d'être créée.

En 2025, ces 10 opérations seront crédités de 7 891 666 € en CP représentant 65,7% de l'investissement global en dépense.

Les enveloppes annuelles d'un montant de 2 991 070 € représentent 25% de l'investissement.

b) le scénario financier résultant

Le volume des investissements planifiés au cours de la période à venir est très important (supérieur à 37 M€). Le niveau de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement (épargne nette) sera très réduit au regard de cette programmation (total inférieur à 1,5 M€ sur l'ensemble de la période). Par ailleurs, à la différence des années précédentes, le fonds de roulement disponible ne permettra pas de financer les investissements de manière significative.

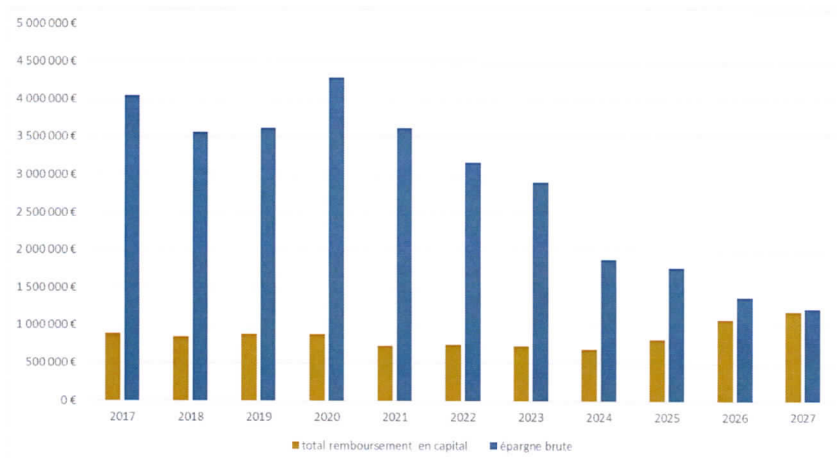
Par conséquent, le financement de la programmation pluriannuelle s'appuiera :

- sur l'optimisation des financements sollicités auprès des partenaires financiers (12,4 M€ attendus, soit 40% en moyenne du montant HT des dépenses d'investissement) ;
- sur le recours important au financement bancaire (16,5 M€).

Le tableau et les graphiques ci-dessous récapitulent le scénario contenu dans la programmation et son incidence sur l'endettement de l'établissement.

A noter que les dépenses d'investissements et les subventions d'investissement sont toutes les deux augmentées des restes à réaliser 2024¹.

	2025	2026	2027	TOTAL
dépenses d'investissement	14 466 778 €	13 388 120 €	9 372 244 €	37 227 142 €
subventions d'investissement	5 951 175 €	3 626 145 €	2 831 316 €	12 408 637 €
FCTVA	2 373 130 €	2 196 187 €	1 537 423 €	6 106 740 €
net à financer	6 142 472 €	7 565 787 €	5 003 505 €	18 711 765 €
recours à l'emprunt prévu	4 000 000 €	7 500 000 €	5 000 000 €	16 500 000 €
annuité d'emprunt	1 058 868 €	1 857 254 €	1 946 681 €	
encours de dette	10 652 688 €	17 332 422 €	21 332 315 €	



La réalisation de la programmation proposée pour la période 2025-2027 aurait, conformément au scénario prospectif présenté, les principales conséquences suivantes :

- un recours à l'emprunt de 16,5 millions d'euros sur trois ans, faisant passer l'encours de dette de 7,338 M€ fin 2024 à 21,332 M€ fin 2027 (le remboursement en capital des emprunts antérieurement souscrits réduisant dans le même intervalle l'encours de dette) ;
- une augmentation corrélative de l'annuité d'emprunt (intérêts et remboursement en capital) qui passerait, dans le même intervalle de temps, de 0,906 M€ à près de 2 M€ ;
- une érosion complète de l'épargne nette de l'établissement ;

Au regard de l'analyse ci-dessus et des perspectives esquissées, il importe de rappeler l'importance de :

- fixer un montant maximal de dépense d'investissement en lien avec nos capacités et du contexte ;
- poursuivre et intensifier nos recherches de financement tant en fonctionnement qu'en investissement ;
- dire qu'en 2025 nous aurons à conclure sur le Pacte financier et fiscal et notamment sur la dotation de solidarité communautaire (DSC). L'objectif est bien de mettre en œuvre le pacte à compter du 1^{er} janvier 2026 si celui-ci est validé.

¹ RAR 2024 en dépense : 2 467 008,84 € || RAR 2024 en recette : 2 303 928,86 €

Dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire, seuls les budgets annexes ayant le statut de service public industriel et commercial (SPIC) font l'objet d'une étude financière rétrospective et prospective.

E- le budget annexe assainissement collectif

Le service public d'assainissement collectif constitue un service public industriel et commercial. Il est financé par une redevance assise sur la consommation d'eau. Afin de l'isoler du budget principal percevant l'impôt, il fait l'objet d'un budget annexe dont il convient d'assurer une analyse financière distincte.

Une étude financière rétrospective et prospective est reproduite à la page suivante. Elle met en évidence un tassement de l'épargne brute dégagée annuellement sous l'effet conjugué :

- d'une consommation d'eau tendanciuellement décroissante, réduisant d'autant le montant annuel du produit de la redevance ;
- de la suppression de la prime d'épuration versée par l'Agence de l'eau.

Le programme pluriannuel d'investissement associé à ce service public se présente comme suit.

	2025		2026		2027	
	dépenses	recettes	dépenses	recettes	dépenses	recettes
réseau d'assainissement "trois croix" (Argentan)	250 000	800 000				
programme de réhabilitation	900 000	150 000	900 000	150 000	900 000	150 000
TOTAL	1 150 000	950 000	900 000	150 000	900 000	150 000

Comme on peut le lire dans le tableau suivant, le tassement de l'épargne n'hypothèque en rien la possibilité de mener à bien la programmation ci-dessus. En effet, le niveau du fonds de roulement disponible début 2025 (près de 1,1 million d'euros) permet de couvrir l'essentiel de l'autofinancement des projets. L'épargne nette résiduelle dégagée par les exercices 2025, 2026 et 2027 complètera cet autofinancement. Ainsi, pour financer cette programmation, le recours à l'emprunt demeure réduit à la portion congrue (0,4 M€ en fin de période).

Terres d'Argentan Interco - budget annexe assainissement : étude financière rétrospective et prospective

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	crédits 2025	crédits 2026	crédits 2027
chapitre 70 : produits de services	1 028 164 €	1 384 700 €	1 382 219 €	1 353 172 €	1 381 159 €	1 317 163 €	1 256 443 €	1 198 836 €
redevance d'assainissement	983 614 €	1 359 100 €	1 334 119 €	1 320 022 €	1 303 284 €	1 238 120 €	1 176 214 €	1 117 403 €
autres produits	44 550 €	25 600 €	48 100 €	33 150 €	77 875 €	79 043 €	80 229 €	81 432 €
chapitre 74 : subventions	187 053 €	119 856 €	122 513 €	33 026 €	71 934 €	- €	- €	- €
prime d'épuration	164 594 €	117 073 €	103 845 €	33 026 €	- €	- €	- €	- €
autres subventions	22 459 €	2 783 €	18 668 €	- €	71 934 €	- €	- €	- €
chapitres 75 & 77 : autres produits et produits exceptionnels	869 €	2 739 €	0 €	2 881 €	257 860 €	- €	- €	- €
produit des cessions			- €	- €	- €	- €	- €	- €
autres recettes	869 €	2 739 €	0 €	2 881 €	257 860 €	- €	- €	- €
TOTAL (recettes réelles d'exploitation)	1 216 085 €	1 507 294 €	1 504 732 €	1 323 027 €	1 710 953 €	1 317 163 €	1 256 443 €	1 198 836 €
chapitre 011 : dépenses à caractère général	294 873 €	467 545 €	108 420 €	140 913 €	140 856 €	142 969 €	145 113 €	147 290 €
sous-traitance et entretien des réseaux	223 668 €	363 099 €	26 406 €	52 356 €	44 764 €	45 436 €	46 117 €	46 809 €
autres charges à caractère général	71 204 €	104 447 €	82 014 €	88 556 €	96 092 €	97 533 €	98 996 €	100 481 €
chapitre 012 : dépenses de personnel	138 362 €	108 975 €	108 798 €	100 622 €	137 967 €	140 727 €	143 541 €	146 412 €
chapitre 014 : dégrèvements et reversements	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
chapitre 65 : autres charges de gestion courante	1 659 €	960 €	- €	242 €	2 329 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
chapitre 66 : charges financières	139 816 €	131 971 €	124 646 €	117 635 €	109 915 €	104 041 €	95 736 €	103 432 €
chapitre 67 : charges exceptionnelles		2 900 €	2 960 €		288 077 €	5 000 €	5 000 €	5 001 €
TOTAL (dépenses réelles de fonctionnement)	574 710 €	712 352 €	344 823 €	359 412 €	679 145 €	393 736 €	390 390 €	403 135 €
ÉPARGNE BRUTE (hors opérations exceptionnelles)	640 507 €	795 104 €	1 162 869 €	960 734 €	1 062 026 €	928 427 €	871 052 €	800 702 €
remboursement en capital des emprunts	430 477 €	450 726 €	403 465 €	403 859 €	433 561 €	419 610 €	405 176 €	385 222 €
ÉPARGNE NETTE (hors opérations exceptionnelles)	210 029 €	344 378 €	759 403 €	556 876 €	628 464 €	508 817 €	465 876 €	415 480 €
subventions d'équipement	375 745 €	396 278 €	440 326 €	739 715 €	725 368 €	1 280 378 €	150 000 €	150 000 €
emprunt	209 064 €	13 968 €	3 806 €	408 466 €				400 000 €
CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT	795 707 €	754 453 €	1 200 575 €	1 707 937 €	1 323 614 €	1 784 196 €	610 876 €	960 479 €
INVESTISSEMENT RÉALISÉ OU PRÉVU	722 357 €	1 093 246 €	1 367 954 €	1 732 486 €	1 975 118 €	2 133 087 €	900 000 €	900 000 €
fonds de roulement en début d'exercice	2 178 700 €	2 252 050 €	1 913 266 €	1 745 887 €	1 721 339 €	1 069 835 €	720 944 €	431 821 €
fonds de roulement en fin d'exercice	2 252 050 €	1 913 266 €	1 745 887 €	1 721 339 €	1 069 835 €	720 944 €	431 821 €	492 299 €

F- le budget annexe mobilité

Le transfert dans le giron communautaire de la compétence mobilité, effectif depuis le 1^{er} juillet 2021, emporte la gestion par Terres d'Argentan Interco d'un budget spécifique. Comme l'assainissement, cette compétence s'inscrit dans le cadre de la réglementation applicable aux services publics industriels et commerciaux : le budget doit s'équilibrer par ses ressources propres sans pouvoir prétendre à un concours financier du budget principal financé par l'impôt.

Les recettes du service sont essentiellement constituées du versement mobilité, cotisation supportée par les employeurs comptant au moins onze salariés. Le taux du versement mobilité a achevé, en 2023, une période de convergence à l'issue de laquelle il est égal à 0,45 % sur l'ensemble du territoire communautaire.

L'étude financière sur la période 2025-2027, synthétisée dans le tableau ci-dessous, permet d'avancer les principales conclusions suivantes :

- la stabilisation de l'épargne dégagée par le budget annexe, conséquence d'une évolution homogène des dépenses et des recettes ;
- un autofinancement permettant à la fois de couvrir les besoins d'investissement et d'abonder un fonds de roulement qui pourra être mobilisé au-delà de 2027 pour le remplacement programmé d'une partie du parc roulant.

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	crédits 2025	crédits 2026	crédits 2027
chapitre 70 : produits de services	48 170 €	42 676 €	35 930 €	35 343 €	37 532 €	41 543 €	44 428 €	44 628 €	44 765 €	44 905 €
vente de titres de transport	43 085 €	39 545 €	30 814 €	30 226 €	31 613 €	36 375 €	37 774 €	37 774 €	37 774 €	37 774 €
autres produits	5 086 €	3 132 €	5 117 €	5 117 €	5 920 €	5 168 €	6 654 €	6 854 €	6 991 €	7 131 €
chapitre 73 : impôts et taxes	673 805 €	533 987 €	498 776 €	486 099 €	653 216 €	876 582 €	893 214 €	902 146 €	911 168 €	920 279 €
versement mobilité	673 805 €	533 987 €	498 776 €	486 099 €	653 216 €	876 582 €	893 214 €	902 146 €	911 168 €	920 279 €
chapitre 74 : dotations et subventions	- €	- €	- €	- €	- €	30 657 €	- €	- €	- €	- €
chapitre 75 : autres produits de gestion courante	9 427 €	12 788 €	6 893 €	6 806 €	19 930 €	7 034 €	5 €	18 814 €	- €	- €
chapitres 77 et 013 : produits exceptionnels	5 708 €	4 039 €	5 754 €	0 €	9 529 €	5 194 €	- €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
produit des cessions	- €	- €	- €	- €	2 798 €	- €	- €	- €	- €	- €
autres recettes	5 708 €	4 039 €	5 754 €	0 €	6 731 €	5 194 €	- €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL (recettes réelles d'exploitation)	737 111 €	593 490 €	547 353 €	528 248 €	720 208 €	961 010 €	937 647 €	970 588 €	960 933 €	970 184 €
chapitre 011 : dépenses à caractère général	104 011 €	127 457 €	89 174 €	87 898 €	162 709 €	195 417 €	230 452 €	239 075 €	244 754 €	250 574 €
carburant	38 493 €	40 215 €	32 794 €	17 867 €	65 173 €	66 043 €	85 479 €	89 753 €	92 446 €	95 219 €
entretien du matériel roulant	35 681 €	46 505 €	23 446 €	13 772 €	30 304 €	42 207 €	17 354 €	17 875 €	18 232 €	18 597 €
autres charges à caractère général	29 837 €	40 737 €	32 934 €	56 259 €	67 233 €	87 167 €	127 619 €	131 447 €	134 076 €	136 758 €
chapitre 012 : dépenses de personnel	249 467 €	285 154 €	309 664 €	314 199 €	351 266 €	475 096 €	477 153 €	486 696 €	496 430 €	506 359 €
chapitre 014 : dégrèvements et reversements	1 205 €	231 €	58 €	289 €	273 €	248 €	389 €	- €	- €	- €
chapitre 65 : autres charges de gestion courante	28 972 €	- €	- €	- €	43 853 €	6 428 €	12 783 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €
chapitre 66 : charges financières	655 €	471 €	276 €	1 593 €	2 049 €	3 156 €	2 329 €	2 193 €	2 012 €	1 829 €
chapitre 67 : charges exceptionnelles	- €	- €	- €	50 €	- €	- €	- €	2 000 €	2 000 €	2 001 €
TOTAL (dépenses réelles de fonctionnement)	384 310 €	413 313 €	399 173 €	404 028 €	560 151 €	680 346 €	723 107 €	774 965 €	790 196 €	805 762 €
ÉPARGNE BRUTE (hors opérations exceptionnelles)	347 093 €	176 137 €	142 426 €	124 270 €	150 527 €	275 470 €	214 540 €	192 623 €	167 736 €	161 423 €
remboursement en capital des emprunts	13 907 €	14 088 €	14 277 €	20 703 €	18 804 €	25 227 €	25 227 €	25 587 €	25 768 €	25 951 €
ÉPARGNE NETTE (hors opérations exceptionnelles)	333 186 €	162 049 €	128 149 €	103 568 €	131 724 €	250 243 €	189 313 €	167 037 €	141 968 €	135 471 €
subventions d'équipement				18 450 €		8 610 €	8 610 €	- €	- €	- €
emprunt				395 000 €						
CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT	338 895 €	166 088 €	133 903 €	516 968 €	141 253 €	264 047 €	197 923 €	170 037 €	144 968 €	138 470 €
INVESTISSEMENT RÉALISÉ OU PRÉVU	230 567 €	21 220 €	6 271 €	865 230 €	61 826 €	48 933 €	48 933 €	192 126 €	50 000 €	50 000 €
fonds de roulement en début d'exercice	230 087 €	338 414 €	483 283 €	610 914 €	262 651 €	342 078 €	557 192 €	706 182 €	684 093 €	779 061 €
fonds de roulement en fin d'exercice	338 414 €	483 283 €	610 914 €	262 651 €	342 078 €	557 192 €	706 182 €	684 093 €	779 061 €	867 332 €